

29 juillet 1963

430/BGE/63

S.E. MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

Contrôle des importations

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint une "Note sur le contrôle des importations" datée du 27 juillet 1963 et qui se propose d'atteindre deux objectifs:

a) Rendre le système actuel conçu pour le contrôle des importations et de l'approvisionnement plus expéditif et plus efficace. Etant donné qu'à notre avis ce système doit être supprimé le plus rapidement possible pour la sauvegarde des intérêts majeurs du Congo, nous nous sommes contentés de suggérer quelques modifications ou améliorations au système en vigueur sans toucher ses principes de base.

b) Essayer de rendre l'organisation relative à la haute direction de l'économie congolaise, plus rationnelle, plus cohérente et mieux adaptée aux besoins actuels.

En effet, du fait même que les questions économiques s'inscrivent en tête de l'actualité congolaise, plusieurs ministères ou organismes cherchent à s'occuper, en même temps, des problèmes économiques. D'où l'on constate souvent des doubles-emplois et surgissent nécessairement des conflits de compétences qui ne manquent pas de nuire à la cohésion et à la coordination de la politique économique et de faire perdre du temps. C'est pourquoi la note annexée présente certaines suggestions qui permettent d'assurer un fonctionnement rationnel et efficace des ministères qui s'occupent des problèmes économiques.

Enfin, nous tenons à souligner que les propositions ou suggestions présentées dans la note annexée ne constituent que des idées générales qui devraient, en cas d'approbation de votre part, être concrétisées par des textes sous forme d'instructions, d'ordonnances ou de projets de loi.

Nous demeurons bien entendu à votre entière disposition et à la



disposition des ministres intéressés (Economie Nationale, Plan et Commerce Extérieur) pour donner toutes explications ou précisions demandées et pour préparer, le cas échéant, les textes requis.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes hommages les plus respectueux.



Dr. Awad Barakat



Léopoldville le 27 juillet 1963

## Note sur

### le contrôle des importations

1. Le fonctionnement du système en vigueur prévu pour le contrôle des importations n'est pas satisfaisant, de l'avis de tous les intéressés.

Il présente les défauts suivants:

- I. Le système est compliqué et lent
- II. Il est inefficace et permet des abus
- III. Le contrôle de l'exécution des quotas fait défaut ou n'est pas exercé rigoureusement ni parfaitement.
- IV. Le système actuel, par l'intervention de plusieurs ministères et administrations, a nécessairement créé des conflits de compétences.

La présente note, en soulevant ces questions, ne vise qu'à trouver des solutions qui contribueraient à remédier aux défauts, à combler les lacunes et à rendre le fonctionnement du système plus expéditif et plus efficace.

#### I. Complications et lenteurs

2. Bien que l'Office d'Approvisionnement soit la pièce maîtresse sur laquelle repose le système, plusieurs ministères, administrations et organes interviennent dans son fonctionnement, à savoir:

- a) Les ministères intéressés qui sont au nombre de six: le Ministère de l'Economie Nationale, celui du Commerce extérieur, celui du Plan



et du développement industriel, ceux de l'Agriculture, des Finances et des Classes Moyennes.

- b) Les administrations sont au nombre de deux: le Conseil Monétaire et le Bureau de Coordination Economique.
- c) Les autres organismes qui interviennent sont 8: l'Office d'approvisionnement, l'Office d'industrialisation, les services parastataux, l'Office des Licences, la Commission de change, l'Ordonnateur des devises, la Commission d'accréditation des importateurs, et enfin les banques agréées.

3. La multiplicité des ministères et des organes qui interviennent dans le système amène nécessairement une lenteur dans le fonctionnement et complique la tâche des agents chargés de l'exécution. D'où la double nécessité :

- a) d'établir des instructions précises et, le cas échéant, un diagramme qui définissent et délimitent clairement le rôle et les compétences de chaque agent intervenant dans le système.
- b) de réduire la procédure au strict minimum dans le double but ou d'éviter les lenteurs et d'éviter/de réduire les désaccords et les conflits entre les diverses administrations ou organes.

4. Ce double but peut être atteint par les mesures suivantes:

a) Faire participer les délégués du Bureau de Coordination Economique à la préparation du programme de répartition des devises en collaboration avec l'Office d'Approvisionnement, l'Office d'Industrialisation et les Services parastataux. Cette participation permettrait de gagner beaucoup du temps qui est nécessaire à l'étude et à l'approbation du programme.

b) Une fois le programme préparé, il sera transmis pour étude au B.C.E. Celui-ci vérifie si les règles de priorité sont respectées et s'assure, conformément à la note du Premier Ministre du 5 novembre 1962, que les



besoins courants du Congo pour chaque catégorie de marchandises sont satisfaits.

c) Le B.C.E. soumet alors le programme à la Commission interministérielle pour <sup>discuss</sup> ~~décision~~ et avis.

Bien que la procédure de base ne prévoit pas l'intervention de cette Commission dans l'étude du programme, nous sommes d'avis qu'il serait utile de connaître l'opinion des ministres intéressés avant de procéder à l'approbation du programme.

Dans le cas où des modifications seraient demandées par la Commission contrairement à l'avis du représentant du B.C.E., les modifications contestées seront soumises au Directeur du B.C.E. qui tranchera la question et, le cas échéant, en réfèrera au Premier Ministre.

d) Après établissement et approbation de la liste d'attribution des quotas individuels, le délégué du B.C.E. auprès de l'Office d'Approvisionnement sera autorisé par le B.C.E. à apposer son visa sur les lettres d'attribution des quotas. Cette mesure permet encore de gagner du temps.

e) Actuellement, le programme de répartition des devises ainsi que des quotas se fait sur une base trimestrielle. Afin d'éviter les lenteurs et de décharger le travail de plusieurs administrations et de nombreux fonctionnaires, et surtout en vue de mieux assurer le ravitaillement du pays, nous suggérons l'adoption d'un programme semestriel et d'appliquer cette mesure pour le 4<sup>ème</sup> trimestre <sup>1963</sup> / et le 1<sup>er</sup> trimestre 1964.

## II. Inefficacité et abus

5. Deux défauts majeurs rendent le système inefficace et permettent des abus flagrants. Il s'agit particulièrement:



a) de certains bénéficiaires de quotas qui ou bien n'ont pas les qualités ni les moyens nécessaires pour exercer le commerce d'importation, ou bien ne s'occupent pas de la distribution des marchandises dans les provinces.

b) des importateurs qui profitent du manque de précision dans la nature des marchandises faisant l'objet des quotas pour importer d'autres marchandises.

6. Pour remédier à ces deux défauts, nous suggérons:

a) que le Comité d'accréditation pour le registre des importateurs soit convoqué le plus rapidement possible pour établir les règles et critères à appliquer pour le choix des importateurs qui peuvent bénéficier des quotas, et procéder ensuite à l'enregistrement des importateurs qui répondent aux prescriptions et critères établis.

b) procéder le plus rapidement possible à indiquer pour chaque marchandise sujette à l'un des régimes S 1 et S 12 les numéros correspondants du Tarif douanier congolais.

### III. Contrôle de l'exécution des quotas

7. Il est absolument nécessaire de renforcer et de resserrer le contrôle de l'exécution des quotas et de relever les infractions. D'ores et déjà, il est établi que le personnel qualifié pour exercer le contrôle à l'Office des Licences est nettement insuffisant.

### IV. Les conflits de compétences

8. L'importance même que revêt l'approvisionnement pour le pays tant pour assurer les besoins de consommation de la population que pour



satisfaire les besoins de l'économie congolaise suscite l'intérêt de plusieurs ministères et soulève l'intervention de plusieurs administrations ou organismes, d'où surgissent nécessairement des conflits de compétences.

Cependant, il nous semble que, en outre, une certaine confusion provient principalement du fait d'une distribution irrationnelle des attributions des ministères ou organismes intéressés ainsi que du manque d'une nette définition de leurs compétences respectives.

9. Il nous apparaît d'après les données du problème et à la lumière de l'expérience appliquée dans d'autres pays, que le ministère qui devrait s'occuper directement et en premier lieu des questions d'importations et d'approvisionnement se trouve bien être le Ministère de l'Economie Nationale. Il est bien entendu que d'autres ministères ou organismes peuvent avoir leur mot à dire. Le seul moyen raisonnable d'y parvenir est de les faire représenter dans une Commission ad hoc qui traitera, sous la présidence et les directives du Ministère de l'Economie Nationale, les questions présentant un intérêt commun.

Cela étant, les suggestions qui vont suivre ne visent pas seulement à résoudre le problème des importations et de l'approvisionnement dans cette période critique, qui est destinée à disparaître tôt ou tard, mais aussi à assurer un fonctionnement rationnel et efficace des ministères qui s'occupent directement ou indirectement des questions économiques, fonctionnement qui éviterait les conflits de compétences.

10. Le Ministère de l'Economie Nationale devra s'occuper des questions suivantes:

- commerce extérieur et intérieur
- la négociation et la conclusion des accords de commerce et de paiement avec les pays étrangers, en collaboration avec le Conseil Monétaire.



- l'approvisionnement et les importations
- la fixation et le contrôle des prix
- la fixation et la modification des tarifs douaniers en collaboration avec le Ministère des Finances et le Ministère de l'Industrie.

L'Office des Licences devrait être détaché du Conseil Monétaire pour constituer un service du Ministère de l'Economie Nationale. Accorder les licences ou les refuser relève uniquement du Ministère de l'Economie Nationale, qu'il y ait un contrôle des changes ou non.

Par contre, la Direction de l'industrialisation devra être détachée du Ministère de l'Economie Nationale pour constituer le noyau du Ministère de l'Industrie.

En plus des attributions sus-mentionnées, le Ministère de l'Economie Nationale devra exercer les tâches suivantes:

- la tenue du Registre du Commerce
- la tenue du Registre des marques déposées et brevets d'inventions
- l'enregistrement et le contrôle des sociétés nationales et des sociétés étrangères qui exercent une activité dans le pays
- la tenue des registres et le contrôle des représentations commerciales étrangères ou les représentations de sociétés étrangères exerçant une activité dans le pays.

11. Le Ministère du Commerce extérieur sera transformé en Ministère de l'Industrie. A cet effet, la Direction de l'industrialisation sera détachée du Ministère de l'Economie Nationale pour constituer le noyau du nouveau ministère. D'autre part tous les problèmes de l'industrialisation relevant actuellement du Ministère du Plan seront traités par le Ministère de l'Industrie.



Le Ministère de l'Industrie s'occupera en particulier des problèmes suivants:

- la tenue du registre des industries
- la collection des renseignements et des statistiques industrielles
- les autorisations d'installation des nouvelles industries ou l'agrandissement des industries existantes
- les instituts professionnels industriels et les laboratoires et les recherches industrielles ainsi que les conseils à fournir pour les études industrielles, l'organisation des entreprises et les rendements.

12. Le Ministère du Plan et du développement industriel traitera les questions suivantes:

- la préparation du plan de développement économique tant du secteur public que du secteur privé
- la préparation du budget de développement financé par l'Etat, les provinces ou les Services parastataux
- les Services de statistiques générales du Congo seront rattachés à ce ministère
- la poursuite de l'exécution de tous les projets de développement financés par l'Etat
- la négociation et la mise à exécution du financement extérieur des projets de développement en collaboration avec le Conseil Monétaire et le Ministère des Finances.



2 août 1963

445/BCE/63

NOTE A S.E. MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

Etude de la loi organisant le contrôle du  
commerce extérieur et le contrôle des changes

...  
Faisant suite à votre demande annotée sur la lettre de  
Monsieur le Président de la Chambre des Représentants du  
11 juin 1963 ci-jointe, au sujet de la loi organisant le  
contrôle du commerce extérieur et le contrôle des changes,  
j'ai l'honneur de vous présenter une étude exclusivement  
technique de ladite loi et qui relève dans sa première partie  
les principales modifications apportées à la législation en  
vigueur et comprend, dans sa seconde partie, une analyse  
critique des nouvelles dispositions.

Dr. Awad BARAKAT



Etude de la loi organisant le contrôle du commerce  
extérieur et le contrôle des changes

**I. Modifications introduites par la nouvelle loi**

La loi, votée mais non encore promulguée, reprend les dispositions essentielles du Décret-loi du 29 juin 1961; elle supprime les autres dispositions tout en laissant aux Ministres du Commerce extérieur, de l'Economie nationale, des Finances et à la Commission de change le soin d'édicter, chacun en ce qui le concerne, les modalités d'application.

Ladite loi apporte les modifications essentielles suivantes:

- (a) Le ministre compétent en matière d'importations et d'exportations et de contrôle des changes devient le Ministre du Commerce extérieur, à la place du Ministre de l'Economie nationale.
- (b) L'Office des Licences est transféré du Conseil Monétaire au Ministère du Commerce extérieur, tout en maintenant le siège de l'Office auprès du Conseil Monétaire.
- (c) La composition de la Commission de change est modifiée. Elle est présidée par un haut fonctionnaire du Ministère du Commerce extérieur au lieu d'un haut fonctionnaire du Ministère de la Coordination Economique et du Plan, tandis que les Directeurs de l'Office des Licences, de l'Office d'Approvisionnement et de l'Office des Changes n'ont plus une voix délibérative mais uniquement consultative.
- (d) Enfin, le Bureau de Coordination Economique est complètement ignoré par la nouvelle loi. Bien qu'aucune disposition ne vise clairement le Bureau de Coordination Economique ou ne soit nettement contraire aux responsabilités du Bureau de Coordination Economique qui découlent de l'Ordonnance No. 136, il semble difficile, si l'on s'en tient à une interprétation stricte des textes de permettre au Bureau de Coordination Economique d'intervenir dans le contrôle des importations et de l'approvisionnement.
- (e) L'Office d'Approvisionnement qui demeure rattaché au Ministère de l'Economie Nationale sera chargé par le canal d'une "commission en son sein" de la distribution des quotas (voir article 10). Ce qui modifie complètement la procédure actuelle appelée "procédure de base" prise selon les dispositions de l'Ordonnance No. 136.

**II. Analyse critique de la loi**

La nouvelle loi, en supprimant plusieurs dispositions, laisse aux ministères intéressés et à la Commission de change le soin de les formuler. Cela peut présenter des avantages si l'on considère que les circonstances actuelles peuvent changer et qu'il serait alors plus



facile de modifier la réglementation actuelle conformément aux nouveaux besoins du pays. Mais cette solution pourrait avoir des inconvénients si les dispositions d'exécution n'étaient modifiées que sous des pressions politiques et pour des considérations peu conformes aux intérêts du pays.

Mais, à notre avis, les défauts réels de la nouvelle loi sont:

- (a) La loi n'a pas résolu le grave problème dont souffre le pays et qui provient de la multiplicité des ministères et des organes qui interviennent dans la conduite de la politique en matière d'importation et d'approvisionnement et dans l'application de cette politique. Ce qui nuit notablement à l'efficacité administrative.
- (b) La nouvelle loi accentue les pouvoirs du Ministre du Commerce extérieur au détriment de ceux du Ministre de l'Economie nationale et prive le Conseil Monétaire de toute autorité en matière d'attribution de licences et de contrôle de leur utilisation.

Or, d'une part le Ministère du Commerce extérieur fait double emploi avec celui de l'Economie nationale qui détient l'Office d'Approvisionnement et l'Office d'Industrialisation et d'autre part la Commission de change et l'Office des Licences sont rattachés au Ministère du Commerce extérieur. En dernier lieu, c'est la Commission de change qui gère l'Office des Licences qui, lui-même, siège auprès de la Banque Nationale.

La question qui se pose est double:

Le Ministère du Commerce extérieur est-il actuellement outillé pour s'occuper des questions techniques relevant des changes et du ravitaillement? et

Le Conseil Monétaire qui est l'autorité monétaire et qui administre la Banque Centrale n'est-il pas l'organisme le plus qualifié pour s'occuper des questions de change?

A notre avis, toutes les questions concernant le commerce extérieur ou intérieur, l'approvisionnement, le contrôle des importations, la politique des changes, ne peuvent relever que d'un seul Ministère qui est celui de l'Economie Nationale. Tandis que toutes les questions de change, de l'application de la réglementation des changes, ne peuvent relever que de l'autorité monétaire. Les problèmes connexes des importations, des changes et des questions monétaires ne doivent être confiés qu'à une seule commission au sein de laquelle seront représentés tous les ministères intéressés.

- (c) La loi renforce le rôle des pouvoirs politiques en matière de change et de quotas. Or l'expérience de tous les pays a prouvé l'avantage de confier les questions de change à un organisme technique qui serait à l'abri du jeu politique et des intérêts particuliers.
- (d) La loi ignore le Bureau de Coordination Economique et les raisons qui ont amené à sa création.
- (e) Enfin, la loi manque de précision concernant par exemple la composition de l'Office des Licences (art. 5), de la Commission au sein de l'Office d'Approvisionnement (art. 10) etc.



A v a n t - p r o j e t

Les bourses d'études et de stage

*Le Nauri ?*

Les questions relatives aux bourses sont traitées actuellement par les deux Ministères de la fonction publique et des affaires étrangères et par le Bureau de Coordination Economique rattaché au Premier Ministre. Il y a une certaine confusion dans le rôle et les attributions dévolus; par ailleurs les règles et procédures régissant les bourses méritent d'être précisées, complétées ou même revisées.

Le B.C.E., conscient du rôle pour lequel il a été créé, présente un avant-projet des principes généraux à adopter pour assurer une meilleure collaboration entre les administrations intéressées et rendre le travail plus cohérent et mieux adapté aux intérêts du pays.

Les suggestions que nous présentons méritent d'être étudiées et discutées par les ministères intéressés. Une fois la solution définitive adoptée, il y aurait lieu de procéder à la mise au point de règles plus précises et plus détaillées.

La présente note traite successivement les points suivants:

- I. Elaboration du programme des boursiers
- II. Choix des boursiers
- III. Contrôle et orientation des boursiers
- IV. Les offres de bourses.



I. Elaboration du programme des boursiers

1. Chaque ministère ou administration établit ses propres besoins en bourses d'études (nombre et catégorie des bourses pour 1964 et 1965) et définit les conditions propres à chaque genre de candidats (nature et durée des études à faire, nature et durée des stages à accomplir, conditions requises au point de vue âge, formation ou expérience, etc.).

2. Il y aura lieu de distinguer d'une part entre les fonctionnaires et les non fonctionnaires et d'autre part entre les stages de perfectionnement et les bourses d'études.

3. Les besoins et les conditions de chaque ministère ou administration sont envoyés au Ministère de la Fonction publique, à celui des Affaires étrangères et au B.C.E.

4. Sur la base des données fournies, le B.C.E. établit un programme d'ensemble pour l'année 1964 et pour l'année 1965 en distinguant entre:

- bourses d'études
- bourses de stage
- candidats fonctionnaires
- candidats non fonctionnaires

et dresse le programme par catégorie d'études ou de stage pour chaque ministère.

5. Le B.C.E. dresse d'une part la liste des boursiers qui profitent actuellement d'une bourse d'études ou de stage.

Il établit d'autre part la liste des bourses offertes par les différents pays ou par les organisations internationales.

6. Sur la base du travail préparé par le B.C.E. (4 et 5), des réunions périodiques se tiennent entre les représentants du Ministère de la Fonction publique, du Ministère des Affaires étrangères et du B.C.E. pour établir



les priorités et approuver le programme définitif pour 1964 et 1965.

Lorsque d'autres offres de bourses se présenteront, d'autres réunions devront être organisées pour réviser les programmes à la lumière des offres nouvelles.

Le programme adopté sera communiqué à chaque ministère ou administration intéressée pour s'y conformer.

## II. Choix des boursiers

7. Pour les boursiers fonctionnaires, chaque ministère procède au choix des candidats et fixe les études et les stages à faire pour chaque candidat.

Une fois le choix fixé et les conditions établies, le Ministère de la Fonction publique, le Ministère des Affaires étrangères et le B.C.E. sont avisés pour donner la suite nécessaire.

8. Pour les boursiers non fonctionnaires, chaque ministère fixe les conditions spéciales qu'il exige de ses boursiers, les études demandées, les écoles professionnelles, la durée, etc.

Il avise le Ministère de la Fonction publique, le Ministère des Affaires étrangères et le B.C.E.

9. Le choix des boursiers non fonctionnaires se fera par le Ministère de la Fonction publique d'après des règles qui seraient établies par une Commission interministérielle composée, sous la présidence du Ministre de la Fonction publique, :

- d'un représentant du Ministère de l'Education Nationale
- " " " " des Affaires étrangères
- " " " " de la Fonction publique
- " " " " de l'Université de Lovanium
- " " " Bureau de Coordination Economique



Cette Commission fixe les règles générales que doivent remplir les candidats:

- (a) Formation, diplômes, âge, examen médical, etc.
- (b) les règles concernant le choix des candidats: concours, sélection, examens oraux, etc.
- (c) Le genre d'études qui peuvent être accomplies au Congo et celles qui seront poursuivies à l'étranger.
- (d) les conditions que doivent remplir les candidats: engagement écrit, plus une garantie acceptable, de travailler dans une fonction publique pour une durée minima de 3 ans par exemple, et le double de la durée de la bourse, sinon de rembourser tous les frais plus une prime de 50% etc.
- (e) les devoirs des boursiers: réussir aux examens, ne pas changer d'institut ou de genre d'études, etc.
- (f) la composition des commissions qui doivent s'occuper des concours ou des examens des candidats, et fixer les matières des cours et des examens, etc.

10. Une fois que ces règles auront été établies conformément au paragraphe 9, c'est au Ministère de la Fonction publique qu'il reviendra de s'occuper du travail nécessaire. A cet effet, le Service des Bourses de l'ONUC fonctionnera auprès du Ministère de la Fonction publique. *Ce service devra être rempli par un spécialiste d'un rang élevé.*

Le Service des Bourses rattaché au Ministère de la Fonction publique s'occupera entre autres:

- d'examiner les titres des candidats et voir s'ils satisfont aux conditions requises, et notamment s'ils peuvent être admis au concours ou aux examens
- d'informer les candidats des attributions de bourses.



- de prendre les dispositions nécessaires sur le plan matériel pour permettre aux candidats agréés d'utiliser les bourses, notamment pour ce qui est des formalités d'examen médical, de vaccination, passeport et transport.

### III. Contrôle et orientation des boursiers

Le B.C.E. sera informé par le Ministère de la Fonction publique des candidats choisis et présentera le dossier aux organisations et aux pays qui octroient les bourses.

- il conserve le dossier des boursiers et stagiaires
- il reçoit et analyse les rapports concernant les boursiers et suit l'évolution de leurs études ou stages et en informe régulièrement les ministères ou administrations intéressés et propose les mesures à prendre vis-à-vis des boursiers défaillants.
- il donne, d'accord avec les ministères intéressés, les orientations nécessaires aux boursiers.
- il tient un registre de statistiques.

### IV. Les offres de bourses

Le B.C.E. s'occupe de toutes les offres de bourses et informe les ministères intéressés.

La négociation avec les organisations internationales et les pays étrangers concernant les bourses d'études sera entreprise et poursuivie par le Ministère des Affaires étrangères. Le B.C.E. prête à ce Ministère ses services en la matière.

Le B.C.E. informe le Ministère des Affaires étrangères de toute possibilité d'offre de bourses et prend toute initiative nécessaire pour faire profiter le pays des possibilités de bourses.

Awad Barakat



INFO. COPY

Mr Brooks 222

35-02  
AB/jp

Action To.....

File No.

8 August

3.

THROUGH: Mr. Trisciuzzi

Headquarters, New York (Personnel - Civilian Operations)  
Economic Research (Your 47/13 and 79/10)

.....  
We enclose copy of a memo dated 26 July 1963 from  
Mr. Barakat, Director, Bureau of Economic Coordination  
concerning the candidature of Mr. Nicolas A. Sarkis.

Kindly note the suggestion of Mr. Barakat that  
Mr. Sarkis be considered as a candidate to be recruited  
through the Ford Foundation programme.

You may, therefore, wish to take up this matter  
with Mr. Heaps of the Ford Foundation and advise us of  
the outcome in due course.

cc: Mr. James R. Brooks  
Mr. A. Barakat



AUG 10 1963

INFO. COPY

Action To.....

File No.

7 August, 1963.

TO: Mr. G. Lansky, Acting Chief of Field Operations Service

FROM: C. Seward, Chief Administrative Officer

SUBJECT: Recruitment for project no: 39-35-02 - Economic Analysis and Coordination (1963 programme)

.....

This will supersede our memorandum dated 11 May 1963, concerning the above subject. Mr. Barakat, the newly appointed Director of Bureau of Economic Coordination, has made certain revisions in project 39-35-02 as will be noted from the enclosed list of posts. You will also note that this project is now broken down into three main sections:

|  |               |
|--|---------------|
| Bureau of Economic Coordination                                | 12 posts      |
| Ministry of National Economy<br>("Office d'Approvisionnement") | 3 posts       |
| Ministry of Plan & Industrial Development<br>(Planning Bureau) | <u>1 post</u> |
|  | 16 posts      |
|  | =====         |

#### BUREAU OF ECONOMIC COORDINATION

The Bureau is divided into four sub-sections as follows:

- Office of the Director
- Studies and Programming Section
- Foreign Aid Section
- Liaison and Import Control Section

#### Office of the Director

For 1964, it is contemplated to transfer the only vacant post in this office, i.e. Administrative Liaison Officer, to the Liaison and Supply Control Sub-Section. The incumbent for this post will also be the Chief of that Sub-Section. Since Mr. Barakat wishes to entrust this post to Mr. Succar, no recruitment is therefore necessary.



Studies and Programming Sub-Section

..... We enclose revised job descriptions for the three vacant posts under this sub-section as follows:

| <u>Title of Post</u>   | <u>Job description No.</u> |
|--|----------------------------|
| Economic Research Officer<br>(Chief of Studies & Programming<br>Sub-Section) | EC - 12                    |
| Economist (Agriculture)     }  | EC - 13                    |
| Economist (Industry)        }  |                            |

These posts need to be filled without delay, therefore, we should appreciate your expediting recruitment action in this connection. With reference to our above-referenced memo of 11 May 1963, you will recall that the name of Mr. A. Sarkis (Lebanon) was mentioned against one of the posts in this section. We have removed Mr. Sarkis from the attached statement because Mr. Barakat has since recommended that he be recruited by the Ford Foundation. A request in this connection will be forwarded to you under separate cover.

Foreign Aid Section

Since, as indicated above, Mr. Succer will fill the post of Administrative Liaison Officer, a search for his replacement as Chief of the Foreign Aid Section has to be undertaken urgently. With regard to the other two posts under this sub-section, i.e. Advisor on Technical Assistance and Advisor on Fellowships, you will note that the transfer of Mrs. Edith Knoll and Mr. George Igum, UNUC staff members, is being considered. After having reviewed their files and interviewed both of them, Mr. Barakat has recommended their appointment as follows: Mrs. Knoll as Advisor on Technical Assistance and Mr. Igum as Advisor on Fellowships. It should be noted, however, that we are awaiting settlement of the question of the transfer of the Fellowships Section from the Ministry of Foreign Affairs to the Bureau of Economic Coordination, before the appointment of Mr. Igum can be materialized.

..... We enclose the following revised job descriptions for the three posts under this sub-section:

| <u>Title of Post</u>            | <u>Job description No.</u> |
|---------------------------------|----------------------------|
| Chief of Foreign Aid Section    | EC - 5                     |
| Advisor on Technical Assistance | EC - 7                     |
| Advisor on Fellowships          | EC - 6                     |

*Advisor on Financial Assistance*



Liaison and Supply Control Section

With Mr. Morrison as Adviser on Import Programme, the vacant post of Assistant to Adviser on Import needs to be filled, as quickly as possible.

MINISTRY OF NATIONAL ECONOMY ("OFFICE D'APPROVISIONNEMENT")

Since the three posts under this section are already filled, no recruitment action is required at this time.

MINISTRY OF PLAN & INDUSTRIAL DEVELOPMENT (PLANNING BUREAU)

Mr. A. Lawrence, being the present incumbent for the post under this section, no action is required with regard the recruitment.

In conclusion, we would be grateful for your immediate search of candidates for the following posts:

Economic Research Officer  
Economist (Agriculture)  
Economist (Industry)  
Chief of Foreign Aid Section  
Assistant to Adviser on Import.

cc: Mr. James R. Brooks  
Mr. A. Barakat



List of Posts

2 August 1963.

Project no: 39-35-u2 - Economic Analysis & Coordination

| <u>Title of Post</u>  | <u>Grade</u> | <u>No. of Experts</u> | <u>Job description no:</u> | <u>Present Incumbent</u> | <u>Candidate designated</u> | <u>Remarks</u>  |
|---|--------------|-----------------------|----------------------------|--------------------------|-----------------------------|---|
| <u>BUREAU OF ECONOMIC COORDINATION</u>                        |              |                       |                            |                          |                             |   |
| <u>Office of Director (4 posts)</u>                           |              |                       |                            |                          |                             |   |
| 1. Director of Bureau   | D-2          | 1                     | EC - 1                     | Barsket, Assad           |                             |   |
| 2. Deputy Director of Bureau                                  |              | 1                     | EC - 2                     |                          | Salavi, Mohamed             | Approved by Govt. Under recruitment.  |
| 3. Legal Officer  |              | 1                     | EC - 3                     | Said, Shafik             |                             |   |
| 4. Administrative Liaison Officer                             |              | 1                     | EC - 4                     |                          |                             | Vacant  |
| <u>Studies &amp; Programming Section (3 posts)</u>            |              |                       |                            |                          |                             |   |
| 5. Chief of Section (Economic Research & Programming Officer) |              | 1                     | EC - 12(rev)               |                          |                             | Vacant  |
| 6. <del>xxxxxxx</del> Economist (Agriculture)                 |              | 1                     | EC - 13(rev)               |                          |                             | Vacant  |
| 7. <del>xxxxxxx</del> Economist (Industry)                    |              | 1                     | EC - 13(rev)               |                          |                             | Vacant  |
| <u>Foreign Aid Section (3 posts)</u>                          |              |                       |                            |                          |                             |   |
| 8. Chief of Section   |              | 1                     | EC - 5 (rev)               | Succar, Abdullatif       |                             |   |
| 9. Adviser on Technical Assistance                            |              | 1                     | EC - 7 (rev)               |                          | Knoll, Edith                | DNOC staff member. Transfer being considered.   |
| 10. Adviser on Fellowships                                    |              | 1                     | EC - 6 (rev)               |                          | Igun, George V.             | DNOC staff member. Transfer approved by Hq. NY. However appointment pending transfer Fellowship section from Min. Foreign Affairs to BCE. |
| <u>Liaison &amp; Import Control Section (2 posts)</u>         |              |                       |                            |                          |                             |   |
| 11. Adviser on Import Programme                               |              | 1                     | EC - 8                     | Harrison, Neal A.        |                             |   |
| 12. Assistant Adviser on Import                               |              | 1                     | EC - 11                    |                          |                             | Vacant  |



2 August 1963.

| <u>Title of Post</u>                                 | <u>Grade</u> | <u>No. of Experts</u> | <u>Job description no:</u> | <u>Present incumbent</u> | <u>Candidate designated</u> | <u>Remarks</u> |
|--|--------------|-----------------------|----------------------------|--------------------------|-----------------------------|----------------|
| <u>MINISTRY OF NATIONAL ECONOMY</u>                  |              |                       |                            |                          |                             |                |
| ("OFFICE D'APPROVISIONNEMENT")                       |              |                       |                            |                          |                             |                |
| 13. Adviser on Supply Programme                      |              | 1                     | EC - 9                     | D'Actugues, Marcel       |                             |                |
| 14. Assistant Adviser on Supply                      |              | 1                     | EC - 10                    | Rafie, Farid             |                             |                |
| 15. Assistant Adviser on Supply                      |              | 1                     | EC - 10                    | Ribo-Cabrien, Juan       |                             |                |
| <u>MINISTRY OF PLAN &amp; INDUSTRIAL DEVELOPMENT</u> |              |                       |                            |                          |                             |                |
| (PLANNING BUREAU)                                    |              |                       |                            |                          |                             |                |
| 16. Adviser on Economic Planning                     |              | 1                     | EC - 14                    | Lawrence, Antoine        |                             |                |



Titre de projet: Analyse économique et coordination  
(Bureau de Coordination économique)

No. du projet: 39-35-02

Vitre du poste: Chef de la section de programmation et d'études  
(spécialiste de la recherche économique et des programmes)

Grade: P-4 / P-5

Durée d'engagement: 2 à 3 ans

Fonctions:

- Analyser les besoins et ressources du pays.
- Déterminer et arrêter les objectifs à atteindre.
- Planifier l'utilisation des ressources nationales.
- Etablir des directives concrètes pour des réalisations pratiques des projets de développement.
- Promouvoir les investissements.
- Coordonner les études publiques ou privées.
- Constituer une documentation.
- Commenter les projets soumis par les administrations ou le secteur privé.
- Coordonner l'activité du groupe d'économistes attachés à la section et notamment prévoir un calendrier des travaux et veiller au respect des délais d'achèvement.
- Rassembler toutes documentations nécessaires aux experts et faciliter leurs contacts avec les départements et particuliers.
- Prendre les dispositions pour assurer leurs voyages ou déplacements et, d'une manière générale, pourvoir aux besoins indispensables à la bonne marche des travaux.
- Présenter avec les commentaires appropriés les solutions d'assainissement économique et les directives concrètes pour leur réalisation pratique.
- Assurer la publication des études et leur classement.

Qualifications: Economiste ayant expérience pratique questions planification et développement économique. Grande expérience administrative.

Langues: Français.



Titre de projet: Analyse économique et coordination  
(Bureau de Coordination économique)

No. du projet: 39-35-02

Titre du poste: Economistes à la section de programmation et d'études (2)  
(l'un en économie agricole et l'autre en économie industrielle)

Grades: P-4 / P-5

Durée d'engagement: 2 à 3 ans

Fonctions:

- Analyser les besoins et ressources du pays.
- Déterminer et arrêter les objectifs à atteindre.
- Planifier l'utilisation des ressources nationales.
- Établir des directives concrètes pour des réalisations pratiques des projets de développement.
- Promouvoir les investissements.
- Coordonner les études publiques ou privées.
- Constituer une documentation.
- Commenter les projets soumis par les administrations ou le secteur privé.
- Proposer des solutions d'assainissement économique.

Qualifications:

1. Economiste spécialiste matières agricoles, expérience pratique.
2. Economiste spécialiste matière industrielle.

Langues: Français.



DESCRIPTION D'EMPLOI

EC-5  
(Rev. Juillet 63)

**Titre de projet:** Analyse économique et coordination  
(Bureau de Coordination économique)

**No. du projet:** 39-35-02

**Titre du poste:** Chef de la section d'aide étrangère

**Grades:** P-4 / P-5

**Durée d'engagement:** 2 à 3 ans

**Fonctions:** Contrôler et coordonner l'activité des cinq groupes  
de travail constituant la section, à savoir:

Aide financière

Aide en produits de base

Utilisation des fonds de contrepartie

Experts étrangers

Bourses et stages de perfectionnement.

Guider les chefs de groupe.

**Qualifications:** Connaissance et pratique des questions financières ou  
des finances publiques. Spécialiste de l'aide étrangère.

**Langues:** Français et anglais.



DESCRIPTION D'EMPLOI

EC-7  
(Rev. Juillet 63)

**Titre de projet:** Analyse économique et coordination  
(Bureau de Coordination économique)

**No. du projet:** 39-35-02

**Titre du poste:** Spécialiste en assistance technique  
(section assistance étrangère)

**Grades:** P-3

**Durée d'engagement:** 2 à 3 ans

**Fonctions:**

- Recevoir et examiner les besoins en experts étrangers et en personnel technique exprimés par les ministères du Gouvernement Central et des Provinces.
- Faire des suggestions sur l'ordre de priorité à établir.
- Adresser des demandes spécifiques aux institutions d'aide étrangère, soit directement, soit par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Étrangères.
- Suggérer les modalités des accords à négocier.
- Proposer des contrats d'engagement intéressant les experts et les techniciens.
- Garder les dossiers de tous les experts et techniciens qui se trouvent dans le pays.
- Recevoir les notices personnelles des intéressés et les renvoyer sur les services techniques intéressés.
- Contrôler l'activité des experts et techniciens.

**Qualifications:** Spécialiste de l'assistance technique, de préférence parmi le personnel de l'assistance technique de l'ONU.

**Langues:** Français.



DESCRIPTION D'EMPLOI

EC-6  
(Rev. Juillet 63)

Titre de projet: Analyse économique et coordination  
(Bureau de Coordination économique)

No. du projet: 39-35-02

Titre du poste: Spécialiste en bourses d'études  
(section assistance étrangère)

Grade: P-3

Durée d'engagement: 2 à 3 ans

Fonctions:

- S'occuper de toutes les offres de perfectionnement et en informer les ministères intéressés.
- Veiller à ce que les bourses soient réparties équitablement.
- Etudier l'orientation à donner aux boursiers.
- Elaborer des méthodes de sélection et obtenir, le cas échéant, auprès des futurs employeurs ou des ministères l'assurance que le candidat a reçu l'approbation du ministère ou de l'organisme chargé de lui assurer un emploi lors de son retour.
- Présenter les dossiers des candidats retenus aux organisations qui octroient les bourses de perfectionnement.
- Conserver les dossiers des boursiers et stagiaires.
- Tenir un registre de statistiques.
- Recevoir, analyser et acheminer les rapports concernant les bourses et stages de perfectionnement.

Qualifications: Très au courant de l'enseignement universitaire et professionnel, de préférence un attaché culturel ou un professeur d'enseignement supérieur.

Langues: Française.